

Adhésion à l'UE: les Balkans ont encore du chemin

[Le Vif](#)

24/02/18 à 09:38 - Mise à jour à 09:38

Source: Afp

Ils sont six pays des Balkans à aspirer à rejoindre l'Union européenne, mais Bruxelles les a prévenus que la route restait longue.



© Getty Images/iStockphoto

Le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker entame dimanche une tournée qui le mènera en Macédoine, en Albanie, en Serbie, au Monténégro, au Kosovo et en Bosnie-Herzégovine. Il y répétera la stratégie pour la région dévoilée début février: "La porte de l'UE est ouverte à de nouvelles accessions quand -et seulement quand- chaque pays aura rempli les critères". Des critères qui répondent au "besoin de réformes fondamentales", en terme d'Etat de droit et de lutte contre la corruption, et d'établissement de "bonnes relations de voisinage". Les litiges frontaliers restent légions, héritage de l'explosion sanglante de l'ex-Yougoslavie dans les années 1990.

Les habitants des Balkans considèrent souvent l'UE comme une promesse d'une prospérité qui leur est inconnue. Rien qu'en 2018, selon la Commission européenne, quelque 1,07 milliard d'euros d'aide est prévu au titre de l'aide à la pré-accession, somme qui s'ajoute aux 9 milliards versés entre 2007 et 2017. Des entreprises originaires de l'UE y ont investi 10 milliards d'euros dans les cinq dernières années.

"Décourageant"

Mais la Commission prévient: l'adhésion ne se limite pas à un projet économique. Avec le Monténégro, la Serbie, le plus grand des pays des Balkans occidentaux, semble la plus avancée, avec des négociations ouvertes et même une date possible d'accession envisagée à 2025. Le président de centre droit Aleksandar Vucic voit dans cette date une source de "motivation très importante pour ses citoyens".

Aleksandar Vucic a prévenu les Serbes, dont beaucoup restent attachés à l'alliance historique avec Moscou, qu'il faudrait notamment "prendre des décisions difficiles" sur le Kosovo, dont Belgrade ne reconnaît pas l'indépendance. Au Monténégro, le Mouvement Européen, un groupe de pression pro-UE, a jugé "décourageant" que Bruxelles considère 2025 comme une perspective "extrêmement ambitieuse". Et encore, Jean-Claude Juncker a prévenu qu'il ne s'agissait que d'une "date indicative, une date d'encouragement".

L'échéance est plus nébuleuse encore pour la Macédoine, l'Albanie, le Kosovo et la Bosnie-Herzégovine. Candidat depuis 2014, Tirana espère ouvrir les négociations en 2018. Le Premier ministre socialiste Edi Rama affirme vouloir "progresser rapidement et, pourquoi pas, rejoindre l'UE en même temps" que la Serbie. A ses yeux, l'UE est le meilleur moyen de mettre un terme aux interminables tensions dans les Balkans. "La balle est dans notre camp", prévient l'analyste politique albanais Lutfi Dervishi, se référant notamment à la lutte contre le crime organisé et la corruption.

"Coincés dans la salle d'attente"

La Macédoine devra résoudre le différend sur son nom qui l'oppose depuis un quart de siècle à la Grèce, pour espérer lever le veto d'Athènes. Les discussions semblent progresser. Le Premier ministre social-démocrate Zoran Zaev veut croire que son pays "est sur la bonne voie" et a bon espoir de "rattraper la Serbie et le Monténégro". Mais le ministre macédonien des Affaires étrangères Nikola Dimitrov, a récemment évoqué le sentiment désagréable de ses concitoyens de se sentir "coincés dans la salle d'attente".

A Pristina et Sarajevo, on n'y est pas même rentré. Le chef des Musulmans bosniaques Bakir Izetbegovic s'est dit convaincu de pouvoir "rejoindre ceux qui nous devancent actuellement sur la voie de l'UE". Mais le pays est handicapé par un leadership divisé, entre Bosniaques, Croates et Serbes.

Très pro-occidentaux, les Kosovars attendent la libéralisation des visas par l'UE, seuls dans la région à ne pas bénéficier. La presse y a relevé des formules de la Commission jugées peu encourageantes, comme quand elle explique que le Kosovo avancera "sur son chemin européen quand les circonstances objectives le permettront". Le président Hashim Thaçi a regretté "l'absence de position unique" des pays membres de l'Union, dont cinq ne le reconnaissent pas. "Mais le Kosovo ne sombrera pas dans le désespoir", a-t-il dit.